



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

Marché n° 08/2025

Marché passé en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 et de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relatif aux marchés publics
et selon l'arrêté du 19 juillet 2018
portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale

Accord-cadre à bon de commande sur des travaux de pose et de réparation de sol

POUVOIR ADJUDICATEUR

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Roubaix-Tourcoing

6, rue Rémy Cogghe

59100 Roubaix

Représentée par Mme Christine WENDLING-BOCQUET, Directrice

Le présent document comporte 16 pages numérotées de 1 à 16

SOMMAIRE

1.	OBJET DU CONTRAT	4
2.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	4
2.1.	RESPONSABILITES DES FOURNITURES / NATURE DES PRODUITS	4
2.2.	AUTRES DISPOSITIONS DUES PAR L'ENTREPRENEUR	4
2.3.	MATERIAUX ET MISE EN OEUVRE	5
2.3.1.	CRITERES GENERAUX DE QUALITE	5
2.3.2.	MATERIAUX OU PROCEDES NOUVEAUX	5
2.4.	SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX	6
2.4.1.	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS	6
2.4.2.	PROTECTION DES EXISTANTS	6
2.4.3.	ÉTATS DES LIEUX	7
2.4.4.	PLANS DES EXISTANTS	7
2.5.	TRAVAUX DE DEPOSE	7
2.6.	TRAVAUX EN MILIEU OCCUPE	8
2.7.	DEFINITION DE LA PRESTATION	8
2.7.1	CONSISTANCE DES TRAVAUX	8
2.7.2	PRESTATION DE TRAVAUX.....	8
2.8	QUALIFICATION DU PERSONNEL – CONDITIONS D'EXECUTION	9
2.9	GESTION DU RISQUE AMIANTE EN SOUS-SECTION 4	10
2.9.1	REGLEMENTATION AMIANTE	10
2.9.2	EXIGENCES SPECIFIQUES PARTICULIERES AUX INTERVENTIONS « SOUS-SECTION 4 »	10
1.1.1.	Personnel :	10
2.10	PLAN DE PREVENTION	11
3.	CONFORMITE AUX NORMES ET REGLEMENTS.....	11
4.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES POUR LE REVETEMENT DE SOL	11
4.1.	NORMES – DOCUMENTS OFFICIELS	11
4.2.	FOURNITURES ET MATERIAUX	12
4.3.	REGLES DE MISE EN OEUVRE.....	12
4.4.	CARACTERISTIQUES DES REVETEMENTS DE SOLS FINIS	13
4.5.	RECOUPEMENT DES VANTAUX DE PORTES EN PARTIE BASSE	13
4.6.	GENERALITES POUR LES SOLS	14
5.	MISE EN OEUVRE DES REVETEMENTS MURAUX	15
6.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES POUR LE CARRELAGE	15
6.1.	DEPOSE ET EVACUATION CARRELAGE EXISTANT	15
6.2.	PREPARATION DU SUPPORT	15

6.3.	CARRELAGE COMPRIS TOUTE SUJETIONS AU M ²	15
7.	LES EXISTANTS	16

1. OBJET DU CONTRAT

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les prestations de travaux de pose et de réparation de sol.

Les demandes de prestation seront réalisées suite à la passation d'un bon de commande.

Ils comprendront des travaux de dépose et évacuation des déchets, de fourniture et pose de support, de revêtement de sol (PVC, moquette, carrelage...) mais également revêtement mural carrelage des bâtiments de la CPAM de Roubaix - Tourcoing.

2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

2.1. RESPONSABILITES DES FOURNITURES / NATURE DES PRODUITS

Au cours de l'exécution des travaux, le Titulaire doit garantir ses matériaux et ouvrages des dégradations et avaries que ceux-ci pourraient éprouver par suite des intempéries ou pour tous les dommages qui pourraient survenir.

Lorsque le Titulaire met en œuvre des matériaux ou matériels fournis par la CPAM, il assure la même responsabilité pour les ouvrages exécutés que s'il avait fourni ces matériaux ou matériels.

2.2. AUTRES DISPOSITIONS DUES PAR L'ENTREPRENEUR

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour que soient respectés, en totalité et au sens le plus large, les règlements, textes, décrets, lois en vigueur au moment de l'exécution des travaux, qu'ils soient généraux ou particuliers, qu'ils intéressent les personnels ou les matériaux, les travaux, le vol, l'incendie, la sécurité, les horaires, les itinéraires (de jour comme de nuit). Ces dispositions doivent être en cohérence et compatibles avec l'occupation des locaux, le cas échéant.

En aucun cas, le Titulaire ne peut compter sur les installations existantes pour se dispenser d'organiser son chantier, de telle sorte que soient assurés par ses soins :

- la protection, le stockage et la surveillance (ou télésurveillance) des matériels et matériaux nécessaires aux travaux ;
- la sécurité de ses personnels sur le chantier, leur encadrement ;
- la bonne exécution des travaux dans les conditions satisfaisantes de sécurité, de propreté et d'efficacité.

La fourniture de l'énergie et de l'eau sera assurée, dans la mesure du possible, par la CPAM de Roubaix – Tourcoing (cependant, dans le cas contraire, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité compensatoire).

Le rangement du matériel et de l'outillage est assuré quotidiennement de même que l'enlèvement des gravats ou débris de toutes sortes.

Le chantier doit être tenu en constant état de propreté et d'ordre. À tout moment, toutes les dispositions doivent être prises par le Titulaire afin que les zones de travail et de stockage ne présentent aucun danger pour les personnes et les biens.

En fin de travaux, le nettoyage doit être effectué de façon approfondie et les lieux remis en état.

En cas de déroulement des interventions sur plusieurs jours, le Titulaire devra prévoir, à la fin de chaque journée de travail, de procéder au nettoyage des zones d'intervention, à l'évacuation de ses déchets et au rangement parfait de l'espace de travail.

A cet égard, il est formellement interdit d'évacuer lesdits déchets (gravois de chantier et/ou autres matériaux et matériels résultant de la réalisation des travaux commandés) dans les locaux débarras et/ou conteneurs.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ces derniers.

2.3. MATERIAUX ET MISE EN OEUVRE

2.3.1. CRITERES GENERAUX DE QUALITE

Les matériaux et fournitures doivent répondre aux qualités fixées par les organismes de normalisation pour l'utilisation considérée ou, à défaut de normalisation, seront toujours de première qualité et couverts par une police d'assurance complémentaire à la charge de l'Entreprise.

Ils ne doivent en aucun cas présenter de défauts susceptibles de compromettre la stabilité, la sécurité ou l'usage du bâtiment et/ou des équipements.

En conséquence, le Titulaire qui emploie des matériaux et matériels sans l'accord expresse de la CPAM de Roubaix - Tourcoing, sera contraint de les remplacer, qu'elles qu'en soient l'importance et les conséquences.

Produits de marque

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le CCTP et/ou BPU avec la mention « ou équivalent », ne sont donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

L'entrepreneur aura toujours toute latitude de proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

Dans tous les cas, la CPAM exige la justification de la provenance des fournitures et des matériaux.

Le Titulaire présentera, le cas échéant, à l'agrément de la CPAM de Roubaix - Tourcoing les échantillons correspondants des matériaux et autres produits à mettre en œuvre.

2.3.2. MATERIAUX OU PROCEDES NOUVEAUX

La CPAM de Roubaix – Tourcoing dans sa volonté d'améliorer sa politique de développement durable et de transition écologique, sera très à l'écoute quant aux matériaux ou procédés nouveaux qui pourraient être proposés.

Les produits qui seront proposés devront figurés sur le Bordereau de Prix Unitaire qui comportera des lignes vierges à compléter.

Avant la mise en œuvre de matériaux ou procédés nouveaux, et en temps utile, l'Entreprise doit fournir la preuve que le matériau ou procédé a fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B.

De plus, elle devra veiller à ce que la mise en œuvre soit conforme aux dispositions de l'agrément et tienne compte des observations, prescriptions et réserves auxquelles peuvent éventuellement être subordonnées les réalisations autorisées par la décision d'agrément.

L'utilisation des procédés non traditionnels ou l'emploi de matériaux nouveaux ou non agréés restent toujours subordonnés à une autorisation du Maître d'Ouvrage.

Mise en œuvre

Par le fait de soumissionner, le Titulaire contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux nécessaires pour le parfait achèvement de la prestation envisagée, conformément aux règles de l'Art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux au CCTP ou au BPU.

RAPPEL

Il est bien entendu que tous ces travaux devront être réalisés conformément aux règles professionnelles de l'Art et dans le respect des différents cahiers des charges techniques, notamment les fascicules dressés par le C.S.T.B. et tous les avis techniques en rapport avec lesdits travaux.

Les ouvrages défectueux qui seraient refusés par la CPAM de Roubaix - Tourcoing, ceux qui ne répondraient pas aux normes et documents contractuels, tant généraux que particuliers, ou qui ne donneraient pas de résultat satisfaisant aux essais, seront remplacés ou réparés, sans délai supplémentaire, aux frais de l'Entreprise. Le Titulaire supportera également toutes les démolitions, réfections et conséquences.

La responsabilité du Titulaire reste entière si, par suite d'incompatibilité des produits entre eux (ou avec le support), des désordres ou dégradations sont constatés.

2.4. SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX

2.4.1. RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de devis, procédé sur le site à la reconnaissance des existants. Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants, sans que cette énumération soit limitative :

- L'état général des existants et leur degré de conservation ;
- L'état, la conservation et l'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant ;
- L'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- La nature des matériaux constituant les existants ;
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- Les principes constructifs des existants et, plus particulièrement, les structures porteuses ;
- La nature et la constitution des planchers et leur flexibilité et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.
- En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux, l'entrepreneur est également contractuellement réputé :
 - Avoir visité les lieux ;
 - Avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
 - Avoir pris connaissance des plans de ces constructions, dans la mesure où ils existent, pour en connaître les principes de structures ou, à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure ;
 - Avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles sur ces constructions.

L'entrepreneur devra toujours prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas pendant la durée des travaux, la sauvegarde et le maintien en leur état de début de chantier des propriétés voisines contiguës, bâties ou non.

Les prix seront donc contractuellement réputés tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, l'entrepreneur est donc réputé avoir connaissance de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

2.4.2. PROTECTION DES EXISTANTS

Lors de toute exécution de travaux dans des existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Les ouvrages de protections communs seront à mettre en place par l'entrepreneur de gros œuvre ou, à défaut, par un entrepreneur principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. **Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.**

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de leur mise à disposition aux entreprises au début des travaux. Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires.

2.4.3. ÉTATS DES LIEUX

Dans les locaux occupés ou non occupés, le maître d'ouvrage pourra faire établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et après finition de ceux-ci. Cet état des lieux sera établi par le maître d'œuvre, en présence de l'entrepreneur concerné.

Sur cet état des lieux sera consigné l'état des locaux et, plus particulièrement, des revêtements de sols, des peintures et papiers peints, etc. ainsi que des mobiliers, appareils sanitaires et autres. Chacune des parties présentes recevra un exemplaire de cet état des lieux.

Lors de la réception des travaux, l'état des locaux, des mobiliers et des équipements sera comparé avec celui consigné sur l'état des lieux établi avant le début des travaux.

Dans le cas de dégradations constatées, les frais de remise en état seront à la charge :

- De l'entrepreneur responsable ;
- Si le responsable ne peut être défini, par les entreprises étant intervenues à l'intérieur du local, au prorata du montant de leurs travaux respectifs.

2.4.4. PLANS DES EXISTANTS

Dans le cas où des plans des existants sont remis à l'entrepreneur ; ils sont donnés à titre strictement indicatif et n'ont aucune valeur ou caractère contractuel.

Dimensions des existants

Le Titulaire est contractuellement réputé avoir procédé sur le site, avant la remise de ses prix, au contrôle des dimensions des ouvrages.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera, sous sa seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui lui sont nécessaire.

2.5. TRAVAUX DE DEPOSE

Nuisances de chantier

Le Titulaire devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières générées ;
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;

- Les salissures des voies publiques.

2.6. TRAVAUX EN MILIEU OCCUPE

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes dispositions qui concerneront notamment :

- Les ouvriers et leur nombre intervenant dans un même ensemble de locaux ;
- L'outillage, appareils et machines utilisés ;
- Le mode d'exécution des travaux ;
- Les protections mises en place ;
- Les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements pour réduire au maximum les nuisances apportées aux occupants par l'exécution des travaux ;
- L'entrepreneur devra programmer et organiser ses interventions en accord avec les occupants et le maître d'œuvre.

Dans le cas où les travaux sont à réaliser sur des constructions situées dans l'enceinte d'un établissement existant, les différents services de cet établissement devront pouvoir fonctionner normalement pendant la durée des travaux. L'entrepreneur devra donc prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement.

2.7. DEFINITION DE LA PRESTATION

2.7.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux comportent la fourniture et la mise en place de tous les éléments et produits nécessaires à la bonne tenue et au parfait achèvement des ouvrages et en particulier :

- Les études, calculs, dessins, plans, schémas et notions nécessaires à l'établissement définitif du projet, à l'exécution des installations et à l'entretien de celle-ci.
- La protection efficace des locaux,
- La dépose des éléments à remplacer et leur évacuation aux décharges publiques ou aux filières de recyclage. Il est strictement interdit d'utiliser les conteneurs de la CPAM pour l'évacuation des déchets de l'entreprise. Un bordereau de suivi de traitement des déchets est exigé avec volume et tonnage.
- L'enlèvement en décharges publiques et/ou en filières de recyclage des matériels déposés, emballages matériaux de protection et gravats provenant des travaux,
- La fourniture et la mise en œuvre des échafaudages éventuels nécessaires,
- Le déplacement et remise en place du mobilier si nécessaire,
- La dépose et la repose des ouvrages s'appuyant sur les revêtements, trappes de visite, trappe de ventilation, support de fixation d'appareil, et interrupteurs et prise de courant, etc.
- L'exécution des joints rattrapage d'enduit et toutes sujétions de finitions,
- Le nettoyage et dépoussiérage à chaque période d'interruption dans le cas de logements occupés (fin de journée)
- Le nettoyage dès la fin de la prestation même si un autre corps d'état intervient ensuite
Tous les ouvrages destinés à être conservés qui seront abimés lors des travaux seront remplacés à l'identique.

Conséquence : Les prix s'entendent pour des travaux finis et parfaitement achevés ainsi que pour des installations complètes et en ordre de marche. Ils comprennent tous les travaux préparatoires nécessaires à l'obtention d'un travail soigné, ainsi que la fourniture des matériaux et la main d'œuvre.

2.7.2 PRESTATION DE TRAVAUX

Les travaux de pose ou de réparation de sols comprennent :

- Le dégagement et le nettoyage des locaux.
 - La fourniture et la mise en œuvre des engins et appareils nécessaires à la dépose des revêtements.
 - Le décollement, enlèvement et nettoyage du ou des revêtements existants pour obtenir un support compatible avec le revêtement à exécuter.
 - Les préparations sur fonds anciens, brossage, grattage, ponçage, pour l'enlèvement des résidus de revêtements et de colles.
 - Le piochage et le grattage des parties dégradées, fissurées ou mal adhérentes.
 - Tous les travaux d'adaptation et de rectification de l'existant : reprise de flaches, remise à niveau et au nu, rattrapage d'épaisseur.
 - Le brossage, balayage et nettoyage des supports.
 - La fourniture de tous produits : colles, enduit de ragréage et de réfection, revêtements nécessaires à l'exécution des travaux et choisis dans des marques bien définies.
 - La fourniture de l'outillage et du matériel d'exécution ainsi que de tous les éléments de protection.
 - L'approvisionnement des agrégats, matériaux, revêtements ainsi qu'éventuellement leur stockage.
 - La préparation des supports, l'exécution des ouvrages de redressement, de surcharge et de renformis, l'exécution des couches de ragréage.
 - L'application des revêtements avec les colles appropriées, suivant la nature des supports, les types et les coloris prescrits par les documents de marché et les ordres de travaux du Bénéficiaire.
 - La dépose et la repose des ouvrages s'appuyant sur les revêtements, des barres de seuil.
 - Le détalonnage des portes, si nécessaire.
 - L'exécution des joints.
 - Le balayage des locaux et le dépoussiérage des revêtements de sols après travaux.
 - Le DOE avec les fiches techniques des matériaux utilisés et consignes d'entretien.
- A chaque changement de nature de sol, fourniture et pose de seuil bombe de 3 cm de largeur, visses, compris vis chevilles, toute découpe en about de barre. Ce seuil doit être placé dans l'axe des feuillures des portes.

2.8 QUALIFICATION DU PERSONNEL – CONDITIONS D'EXECUTION

Le Titulaire fait appel à du personnel qualifié lequel doit présenter les qualités, compétences et titres d'habilitation requis par les règlements en vigueur. Il ne peut faire appel à des intérimaires ou à des sous-traitants qu'après information et accord du Bénéficiaire.

Une personne d'encadrement doit être présente sur le site, elle est dotée des compétences techniques et des pouvoirs nécessaires pour faire respecter les règles de sécurité nécessaires à la prévention des risques d'accidents.

Ainsi, le Titulaire a l'entière responsabilité du personnel placé par lui-même au regard de la législation du travail ainsi que de l'exécution et de la qualité des travaux accomplis.

En conséquence, seul le Titulaire peut agir envers ses salariés afin de s'assurer notamment :

- des conditions d'exécution de la mission de son personnel ;
- du respect des prescriptions du droit du travail ;
- du respect des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

La CPAM de Roubaix - Tourcoing se réserve le droit de refuser la poursuite des prestations par le personnel du Titulaire qui ne lui paraît pas satisfaire à des exigences de qualité d'exécution ou qui manque au respect des règles d'hygiène et de sécurité. Un courrier de signalement est alors adressé à l'entrepreneur par le Bénéficiaire

En outre, l'attention du Titulaire est attirée sur le fait que la présentation de son personnel doit être en relation avec les travaux à effectuer chez l'habitant, tant au niveau vestimentaire que relationnel. Le personnel sera muni d'un signe distinctif permettant son identification et celle de son entreprise. Le Bénéficiaire se réserve la possibilité de refuser l'accès au site de personnel indélicat.

Le Titulaire doit utiliser du matériel vérifié, entretenu et conforme aux réglementations qui lui sont applicables, il doit s'assurer que ce matériel est maintenu en état et adapté à la nature des opérations à accomplir, compte tenu des conditions dans lesquelles celles-ci doivent se dérouler.

Il s'engage à interdire à ses employés d'utiliser pour un usage quelconque les installations, le matériel de l'Organisme sauf accord préalable écrit de ce dernier. Dans ce cas, leur utilisation se fera sous la responsabilité de l'entrepreneur qui en aura reconnu le mode d'utilisation, le bon état de fonctionnement et de sécurité. Le Titulaire prend à sa charge la réparation des éventuels dégâts occasionnés par son personnel aux matériels auxquels il a accès. Il s'assure que son personnel est apte à utiliser le matériel et l'outillage spécifiques prêtés dans des conditions de travail en sécurité.

2.9 GESTION DU RISQUE AMIANTE EN SOUS-SECTION 4

Cette clause concerne les dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils de libérer des fibres d'amiante.

2.9.1 REGLEMENTATION AMIANTE

Le titulaire devra respecter la réglementation « amiante » en vigueur dès qu'il interviendra sur le patrimoine de la CPAM de Roubaix - Tourcoing dont la date de construction est antérieure au 1er janvier 2000.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de la réglementation « amiante » en vigueur intéressant son activité pour l'exécution des prestations prévues dans le cadre de son marché.

2.9.2 EXIGENCES SPECIFIQUES PARTICULIERES AUX INTERVENTIONS « SOUS-SECTION 4 »

1.1.1. Personnel :

Le personnel devra être formé au risque « amiante » suivant la réglementation en vigueur, avec au minimum :

- 1 personne en encadrement technique qui aura notamment la responsabilité de réaliser les évaluations des risques et de rédiger les documents administratifs spécifiques à l'activité ;
- 1 personne en encadrement de chantier qui aura notamment la responsabilité d'expliquer et de faire appliquer les instructions de travail aux opérateurs ;

Dès lors que le titulaire aura reçu une commande concernant un ouvrage de la CPAM de Roubaix – Tourcoing dont la date de construction est antérieure au 1er janvier 2000 (concerné par la réglementation « amiante »), ce dernier devra être en capacité de mettre à disposition un personnel qualifié afin de traiter l'intervention (personnel habilité sous-section 4 « Opérateur de chantier »).

L'opérateur de chantier exécutera précisément les indications rédigées dans les instructions de travail.

Les formations seront en adéquation avec les connaissances nécessaires à l'exécution des travaux à réaliser et conformes aux exigences réglementaires.

Conformément à la réglementation applicable, les personnels de l'entreprise intervenant sur le chantier sont habilités (formation et recyclages en cours de validité).

Evaluation des risques :

Sur les sites de la CPAM De Roubaix - Tourcoing concernés par la réglementation « amiante » (date de construction antérieure au 1er janvier 2000) :

Le titulaire devra avoir effectué une évaluation des risques sur la base des Diagnostics Amiante Avant Travaux qui lui auront été transmis par l'organisme.

En l'absence de Diagnostics Amiante Avant Travaux, le titulaire devra intégrer la présence potentielle d'amiante dans les matériaux impactés par les travaux et mettra en œuvre le mode opératoire permettant de se prémunir du risque de libération de fibres d'amiante.

Mode opératoire :

Le prestataire devra avoir réalisé les modes opératoires inhérents aux types de travaux qu'il réalise dans le cadre de son marché.

Entreposage provisoire des déchets amiantés et transport conformément à la réglementation :

Pour les déchets amiantés issues des interventions en sous-section 4, le détenteur (l'entreprise intervenante) en prend la responsabilité et s'engage à assurer la traçabilité des déchets et atteste du traitement des déchets dans les filières spécifiques, conformément à la réglementation en vigueur.

2.10 PLAN DE PREVENTION

Dans les cas où il y aurait interférence entre les activités, installations et matériels de l'entrepreneur et ceux du Bénéficiaire (et éventuellement des autres entreprises extérieures), les relations entre les parties se trouveront régies par les dispositions du décret n° 92-158 du 20-02-1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R 4511 – 1 à 4, R4512 – 12 à 16, R4513 – 1 à 13, R4514 – 1 à 10, R4515 du Code du travail), sans préjudice

3. CONFORMITE AUX NORMES ET REGLEMENTS

La qualité des matériaux, leur provenance, leur contrôle, leur réception et leurs conditions de mise en oeuvre devront répondre aux spécifications des documents suivants :

1. Normes françaises homologuées
2. Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leurs additifs publiés par le C.S.T.B.
3. Cahier des clauses spéciales publié par le C.S.T.B.
4. Prescriptions et spécifications du R.E.E.F.
5. Règles de Calculs D.T.U.
6. Règles de sécurité
7. Lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la Construction

Pour tous les documents ci-dessus mentionnés, il sera retenu la dernière édition, à la date de la remise des offres.

4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES POUR LE REVETEMENT DE SOL

4.1. NORMES – DOCUMENTS OFFICIELS

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques, DTU et normes en vigueur qui lui sont applicables à la date de publication de la consultation.

Documents de référence

Tous les ouvrages, tant en ce qui concerne leurs composants, que leur mise en œuvre, sont choisis afin de satisfaire aux directives des documents officiels en vigueur s'y rapportant. Les normes sont citées en application du décret N°93-1235 du 15 novembre 1993, relatif à la modification du statut de la normalisation (modifiant le décret N°84-74 du 26 janvier 1984). La liste des normes homologuées ou applicables en France en vertu d'accords internationaux citées dans le présent document, n'est pas exhaustive. L'entreprise devra exécuter les travaux objet du présent corps d'état en application des normes en vigueur.

CLASSEMENT UPEC

Les indications des performances auxquelles doivent répondre les revêtements de sols seront conformes aux éléments du classement UPEC dans lequel :

- Le terme U recouvre les éléments du trafic (usure à la marche)
- Le terme P recouvre les effets mécaniques (poinçonnement ou usure d'impact)
- Le terme E caractérise le comportement à l'eau
- Le terme C caractérise la tenue aux agents chimiques

Les revêtements de sols doivent répondre à l'un des critères suivants :

- Avoir fait l'objet d'une homologation de l'I.T.R (Institut Technique des Revêtements avec l'attribution d'un classement UPEC par le Comité d'Homologation de l'I.T.R)
- Avoir fait l'objet d'un Avis Technique avec classement UPEC délivré par le C.S.T.B.

Elle est complétée par une étiquette A.F.E.I (Association Française pour l'Etiquetage Informatif) qui fournit des critères comparatifs de performances.

Dans tous les cas, le revêtement doit avoir un classement au moins égal au classement UPEC des locaux concernés et être mis en œuvre dans les conditions de son Homologation ou Avis Technique.

4.2. FOURNITURES ET MATERIAUX

Matériaux de revêtements de sols

Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le Maître d'Ouvrage. Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton si minime soit-elle, ne sera tolérée. Pour les matériaux en dalles, les dimensions nominales et les tolérances de calibrage seront celles définies par les normes en vigueur ; à défaut l'appréciation en reviendra au maître d'Ouvrage.

Enduits de lissage

Les enduits de lissage seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur le chantier ne seront pas admis. Tous les enduits de lissage devront faire l'objet d'un Avis Technique assorti d'un classement P au moins égal à celui du local à revêtir.

Adhésifs

Les adhésifs seront obligatoirement, pour chaque type de revêtement de sol, celui ou l'un de ceux préconisés par le fournisseur du revêtement de sol considéré, en l'occurrence le FIX and FREE 100 ou 740 par exemple pour Gerflor. Cet adhésif double face est enlevable et non migrant.

Stockage

Les revêtements seront stockés dans les locaux clos, secs et aérés. Il devra être tenu compte des surfaces/poids autorisés sur les planchers.

4.3. REGLES DE MISE EN OEUVRE

Travaux préparatoires

Avant tout commencement de travaux, le Titulaire aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence du revêtement de sol.

Le Titulaire aura toujours à exécuter avant toute pose de revêtement, une préparation du support par un enduit de lissage dit ragréage.

Le choix du type de produit à employer pour cet enduit de lissage sera du ressort de l'entrepreneur. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré.

Pose des revêtements de sols

Les revêtements de sols seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints.

En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'agrément CSTB ou à défaut suivant celles du fabricant.

Les couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes seront très soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l'huissier ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés exactement dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Ceux en métal seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes de dalles. Les coupes inévitables devront toujours se faire en rives de revêtements.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local.

Dans le cas où il est prévu un calepinage par le Maître d'Ouvrage, la pose devra toujours le respecter scrupuleusement.

Pour les revêtements à joints soudés, ces soudures seront réalisées d'une manière strictement conforme aux prescriptions du fabricant.

Prescriptions diverses

A toutes les jonctions de sols minces de natures différentes, il sera posé par le Titulaire un couvre-joint dans les conditions précisées ci-avant.

Les jonctions de sols minces de même nature, de même teinte ou non, ne recevront pas de couvre-joint, et de ce fait, l'ajustage du joint devra être soigneusement réalisé, et ce joint devra être disposé dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Dans le cas où des revêtements de sols collés seront à poser au droit des joints de dilatation, le Titulaire devra les respecter lors de l'exécution des revêtements.

Pour l'exécution de ces joints, l'entrepreneur soumettra au maître d'ouvrage avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.

Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage.

4.4. CARACTERISTIQUES DES REVETEMENTS DE SOLS FINIS

Les revêtements de sols finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers.

En ce qui concerne la planéité, les tolérances admises sont celles précisées par les documents de référence contractuels.

Pour les revêtements de sols en dalles, la tolérance d'alignement admise est l'alignement : une règle de 2 m posée à plat ne devra pas faire apparaître de différence dans l'alignement des joints supérieure à 1 mm.

Toutes les parties de revêtements de sols accusant des défauts tels que décollements, boursofflures, bosses ou flaches supérieures aux tolérances admises, alignements de joints incorrects, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc..., seront refusées, déposées et refaites par l'entrepreneur à ses frais.

4.5. RECOUPEMENT DES VANTAUX DE PORTES EN PARTIE BASSE

Le Titulaire doit tous les recoupements en partie basse de porte. Aucun supplément ne sera jamais accordé pour cette sujétion.

4.6. GENERALITES POUR LES SOLS

Dans tous les cas, des échantillons (suivant les choix coloris) seront obligatoirement présentés pour accord avant toute commande auprès des fabricants.

Des surfaces témoins seront également présentées à la Maîtrise d'Ouvrage pour accord avant mise en œuvre définitive des revêtements.

L'entrepreneur doit toutes les coupes de revêtements de sols nécessaires au droit des murs, cloisons, canalisations, huisseries, etc...

Les ajustages sont exécutés soigneusement avec tolérance de 1 mm maximum. Les flipeaux sont strictement interdits. Tout manquement à cette clause entraîne le remplacement de la partie du revêtement de sols correspondante.

Les joints sont rectilignes et parfaitement fermés, compte tenu des dilatations possibles des matériaux pendant le séchage des colles La surface des revêtements des sols ne présente aucune poche, soufflure, irrégularité après pose.

L'existence d'un défaut oblige l'entrepreneur et à ses frais exclusifs à la dépose, au nettoyage et au remplacement de la ou des parties jugées défectueuses.

Les colles employées sont compatibles avec les supports, le produit de lissage et le matériau de revêtement. Elles sont étalées par couches minces régulières. Elles ne nuisent en rien aux qualités d'isolation phonique des revêtements.

Pour l'exécution de ses prestations, l'entrepreneur doit la dépose, le repérage et la repose des portes posées préalablement à son intervention. Après repose, il doit le nettoyage des portes tachées du fait des manutentions qu'il a dû exécuter.

Il doit également, sur les bandes métalliques, les percements nécessaires aux passages des pènes des verrous bas des portes à 2 vantaux

Planning

Selon l'importance des travaux, l'entreprise fournira au maître d'ouvrage, un planning décomposé par corps d'état avec les enchaînements de ceux-ci.

Le titulaire assurera la coordination et le pilotage de chantier entre ces différents corps d'état en vue de respecter les délais impartis.

Pilotage/Gestion de l'opération

Le marché impose au Titulaire des obligations de résultat.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent document et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions et l'obtention des résultats.

Pour coordonner l'ensemble des moyens tous corps d'état, le Titulaire met en place une équipe de gestion et de pilotage et des pilotes de chantier.

L'organisation du Titulaire doit permettre de donner les moyens aux pilotes de gérer et connaître parfaitement l'ensemble des chantiers dont il a la responsabilité.

Le Titulaire remplace immédiatement le personnel absent ou qui ne donnerait pas satisfaction.

Le Titulaire vérifie que l'ensemble du personnel d'intervention a bien la qualification correspondante à sa mission et a une bonne connaissance des installations et équipements, de la topographie des lieux, des consignes de sécurité et d'accès données par le maître d'ouvrage.

Le pilote tient à jour les plannings d'avancement.

Rappel des prestations pour les sols

Les prestations du titulaire comprendront :

(Liste non limitative)

- La fourniture de tous documents, notices techniques des fabricants nécessaires à la réalisation et à la bonne exécution des travaux

- La fourniture, le transport, la mise en œuvre des prestations telles qu'elles sont définies au présent marché
- L'enlèvement et l'évacuation des gravois dus aux travaux réalisés et ceux des anciennes installations déposées par l'entreprise. Un bordereau de suivi de traitement des déchets sera fourni avec volume et tonnage.
- La protection et la conservation des approvisionnements et ouvrages jusqu'à la réception des travaux
- La protection des ouvrages existants, la remise en état des ouvrages détériorés en cours de travaux
- Tous les accessoires, colles, ingrédients
- Les raccords après jeux des menuiseries et essais
- Tous les travaux préparatoires, nettoyage, dépoussiérage, enduits, rebouchages, ponçages, etc..
- Les nettoyages en cours et fin de travaux
- Tous les travaux de levée de réserves demandés
- La fourniture de toutes les notices techniques des produits utilisés
- La dépose et la repose de tout élément (meuble évier, meuble salle de bain) gênant la pose du revêtement sur la totalité de la superficie de la pièce
- Etc...

5. MISE EN OEUVRE DES REVETEMENTS MURAUX

Les dispositions du Cahier des Prescriptions Techniques du C.S.T.B. (juillet 1984) sont applicables.

La colle sera de type mortier colle épais à liants mixtes, titulaire d'un Avis Technique du C.S.T.B. Les dispositions suivantes sont à respecter : grès cérame fin et émaillé, et faïence : joints normaux de 2mm, les carreaux étant posés sur règle non compressible solidement fixée.

Les produits constituant les joints doivent être du même coloris que le mortier colle de pose. Un adjuvant hydrofuge doit être incorporé dans le mortier des joints des surfaces exposées à l'eau.

6. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES POUR LE CARRELAGE

6.1. DEPOSE ET EVACUATION CARRELAGE EXISTANT

- Dépose par tout moyen approprié de carrelage au sol collé ou scellé, y compris grattage du support (colle, résidus, etc.).
- Manutention et mise en décharges des gravois
- Fourniture du bordereau de suivi de traitement des déchets

6.2. PREPARATION DU SUPPORT

- Grattage des résidus de colle ou de l'ancienne chape
- Dépoussiérage mécanique
- Bouchement des gros trous au mortier de résine époxy
- 1 couche de primaire d'accrochage. Ragréage type P3

6.3. CARRELAGE COMPRIS TOUTE SUJETIONS AU M²

Fourniture et pose collée de carrelage grès cérame pleine masse, toutes dimensions, coloris au choix du Maître d'Ouvrage.

Classement UPEC U4P4

Compris toutes sujétions de manutention et de découpes diverses et de joints

Plinthes (assorties au carrelage) au ML

Fourniture et pose de plinthes carrelage coloris assorti au carrelage, compris manutention, coupes joints et sujétions de pose

Faïence murale toutes dimensions, compris toute sujétions

Fourniture et pose collée de faïence grès cérame pleine masse, toutes dimensions, coloris au choix du Maître d'Ouvrage

Classement UPEC U₄P₄

Compris toutes sujétions de manutention et de découpes diverses et de joints.

7. LES EXISTANTS

La visite obligatoire des sites permettra au Soumissionnaire de faire un récapitulatif des revêtements de sol dans l'ensemble des bâtiments.

Vous trouverez un dossier technique reprenant les éléments des DOEs concernant les sols dans les différents bâtiments. Le dossier ne contient pas l'ensemble des revêtements de sol. Ce dossier devra être complété.

Fait à Roubaix, le 24 février 2025

Fait à , le

La Directrice,



Christine WENDLING-BOCQUET.

(1) Apposer le cachet, authentifier la signature, faire précéder de la mention "lu et approuvé", ne pas omettre de parapher chacune des pages du présent fascicule